



**Pierre Vermeren.- *Le déni français: Notre histoire secrète des liaisons franco-arabes* (Paris: Albin Michel , 2019), 288 p.**

Ce livre est une belle démonstration de ce que peut nous offrir un historien sur le sujet en prenant pour appui une panoplie de travaux élaborés par des journalistes d’investigation, des géopoliticiens, des islamologues, des politologues, des personnes ayant longtemps travaillé dans le cercle diplomatique lié au monde arabe, ou encore des personnes ayant côtoyé une population issue de l’immigration en France. Très significatives par leur diversité, ces références – ouvrages académiques et expériences de terrain – ont offert à l’auteur une multitude d’informations et de points de vue, lui permettant de hiérarchiser les affaires en relation avec le monde arabe. Selon l’auteur, la gestion française de ces affaires obéit à une règle commune: celle d’être fortement impactée par le dysfonctionnement de ses services, un constat nié par les concernés même si chaque jour qui passe en apporte la preuve.

Cet état des choses que l’auteur qualifie de déni fait objet de ce livre organisé en trois parties: la première sur l’idéologie du déni, la deuxième sur la mécanique de ce déni et la troisième partie sur le déni extérieur et intérieur.

Bien que le sujet concerne l’ensemble du monde arabe, l’accent est mis en particulier sur les pays du Maghreb. Sans doute, le poids de l’histoire coloniale et de l’immigration y est pour quelque chose. Il est cependant à remarquer que dans la relation de la France avec les pays arabes, l’auteur a pu relever presque les mêmes conclusions relatives aux manquements de la politique étrangère de la France.

Il faut noter que l’historien Pierre Vermeren a, à son actif, plusieurs ouvrages réalisés sur l’histoire du Maghreb, notamment sur le Maroc. Ce dernier livre, qui se situe dans la lignée de ses travaux, se distingue, néanmoins, par plusieurs caractéristiques.

Premièrement, si certains de ses livres sont centrés sur des périodes antérieures, l’objet du présent ouvrage est articulé sur des événements du temps présent, encore en cours, avec des acteurs toujours en scène, des sujets figurant en couverture des médias et dans les éditoriaux. Plus intéressant

encore, ces évènements ont des conséquences directes sur la vie quotidienne d'une large population en France.

La deuxième particularité de ce livre réside dans sa documentation qui lui sert de base, dominée par les disciplines liées au traitement des faits quotidiens et des actualités brûlantes de nos jours. Il est aisé de comprendre par-là que l'approche historique d'un fait contemporain gagne à être renforcée par d'autres spécialités et disciplines tant les faits observés sont complexes.

Enfin, une troisième particularité qui marque ce livre est la présence de ce souffle d'engagement dans le fil d'analyse. Il consiste à nommer – sans détour – le mal par son nom: le déni français. Ce constat est renforcé par la référence à une série d'exemples qui donnent à ce terme toute son ampleur. Poussant l'analyse jusqu'au bout, de manière pragmatique, l'auteur propose des solutions; nous y reviendrons à la fin de cette recension.

Pierre Vermeren emprunte le terme "déni" au lexique freudien dans lequel il désigne le comportement de défense adopté par l'individu pour nier ou refuser de reconnaître une évidence. Pour l'auteur, la France est exactement dans cette posture lorsqu'elle s'accommode avec ce dysfonctionnement vis-à-vis du monde arabe sur un certain nombre d'affaires où elle se voit perdre son influence et sa maîtrise des évènements sans avoir de volonté de se ressaisir et d'imposer ses choix, conformément à ses intérêts ou à l'image qu'elle se fait d'elle-même ou que les autres se font d'elle.

En guise d'illustration, deux exemples – entre autres – montrent les limites des actions de l'autorité publique française en son propre territoire que l'auteur mentionne comme des preuves de déni flagrant: l'instrumentalisation politique de l'Islam au sein de la population musulmane française ou immigrée et l'industrie de la drogue.

La France – en accueillant une immigration musulmane de masse – n'avait aucun schéma organisant une prise en charge de l'Islam et ses adeptes sur son territoire, non seulement parce que cette initiative ne s'inscrivait pas dans sa philosophie de gouvernance, depuis la loi de 1905 séparant le religieux de l'État, mais aussi parce que ses dirigeants de l'époque avaient cru naïvement que cette immigration aurait tendance à retourner dans son pays d'origine. Entre temps, cette population s'est installée et est devenue française. Par conséquent, l'Islam est devenu aussi français. Mais la nouvelle religion s'est transformée en outil d'ingérence de la part des consulats des pays étrangers (Algérie, Maroc, Turquie, etc.), ce que l'auteur appelle l'Islam consulaire en soulignant comment la France a confié la gestion de la vie religieuse de ses citoyens français à des pays étrangers. Par la suite, entrent

en scène des associations salafistes et des frères musulmans soutenus par des pays du golfe au nez et à la barbe de l'autorité. Pire encore, des mouvements radicaux ont trouvé, dans ces circonstances, tout le temps et la liberté de se développer et aller semer la mort ici et ailleurs échappant à tout contrôle des services de renseignement français.

L'autre déni qui perdure depuis si longtemps sans que le pouvoir public en France puisse agir et réduire le mal à néant, ou tout au moins limiter ses ravages, est l'industrie de la drogue, précisément, le haschich en provenance du nord du Maroc. Pour l'auteur, l'absence de volonté politique dans le combat de ce fléau est évidente. L'État ne semble pas conscient de la tragédie provoquée par cette drogue parmi la population, en basculant des personnes dans la dépendance, la maladie, voire la mort, sans parler des crimes engendrés par les bandes rivales pour mettre la main sur les marchés et les circuits de cette drogue.

Il n'échappe pas à l'auteur que celle-ci est devenue un élément structurel de l'économie dans ses lieux de production, au point que des groupes politiques au parlement marocain envisagent des formes de légalisation (*Maroc diplomatique*, 24 février 2020, "Maroc: Légalisation du cannabis, la question qui divise"), à l'instar de certains pays en Europe et en Amérique, et ce pour atténuer et contrôler ce commerce du fait de sa prise en charge par l'État, selon les défenseurs de la légalisation, pour le rendre banal.

Il est à remarquer que les problèmes soulevés par Pierre Vermeren dans ce livre dépassent largement le cadre national, français en occurrence. On ne peut concevoir de solution loin des pays voisins d'Europe et du Maghreb. En ce sens, la conclusion de l'auteur est une alerte et une voie de salut : "L'Europe occidentale, la France en particulier, sera dans une situation inconfortable et dangereuse aussi longtemps que l'Afrique du Nord vivra sous le joug de régimes autoritaires, et que rôdera l'hypothèque de la violence. La fracturation et la désunion qui interdisent toute synergie de croissance régionale sont également un frein au développement et la paix. Tant que les maghrébins seront humiliés de vivre dans des sociétés pauvres et culturellement à la traîne ou d'en être originaires, la situation sera sous tension des deux côtés de la Méditerranée" (263).

On ne peut dire autrement!

**Saoud Lahomaid**  
Chercheur indépendant, Paris.